



NEW LIBRARY

DATE 12/10/73

LIBRARY OF THE UNITED NATIONS

**INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA FORMATION
ET LA RECHERCHE**

RAPPORT FINANCIER ET COMPTES
de l'exercice terminé le 31 décembre 1972
et
RAPPORT DU COMITÉ
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-HUITIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 7D (A/9007/Add.4)

NATIONS UNIES

**INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA FORMATION
ET LA RECHERCHE**

RAPPORT FINANCIER ET COMPTES
de l'exercice terminé le 31 décembre 1972

et

RAPPORT DU COMITÉ
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-HUITIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 7D (A/9007/Add.4)



NATIONS UNIES

New York, 1973

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
LETTRES D'ENVOI	v
I. RAPPORT FINANCIER POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1972 .	1
II. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	4
III. COMPTES DE L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1972	5
<u>Etat I.</u> Etat récapitulatif de l'actif, du passif et du solde des fonds au 31 décembre 1972	6
<u>Etat II.</u> Fonds général - Etat des recettes et des dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972	7
<u>Etat III.</u> Compte "Dons à des fins spéciales" - Etat des recettes et des dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972	8
<u>Tableau 1.</u> Etat des contributions annoncées au 31 décembre 1972	9
<u>Tableau 2.</u> Engagements de l'exercice terminé le 31 décembre 1972	11
<u>Tableau 3.</u> Compte "Dons à des fins spéciales" - Etat au 31 décembre 1972	12
IV. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	13

LETTRES D'ENVOI

Le 11 mai 1973

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 11.4 du règlement financier, j'ai l'honneur de vous transmettre les comptes de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972, que j'approuve par les présentes. Les états financiers ont été établis et certifiés exacts par le Chef par intérim du Bureau des services financiers.

Des exemplaires de ces états financiers sont également transmis au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Directeur général de l'Institut des Nations Unies
pour la formation et la recherche,
(Signé) Davidson NICOL

Monsieur le Président du Comité
des commissaires aux comptes
New York

Le 22 juin 1973

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joints les états financiers de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972 qui nous ont été communiqués par le Directeur général de l'Institut. Ces états ont été examinés et certifiés exacts par le Comité des commissaires aux comptes.

Je vous adresse en outre ci-joint le rapport du Comité sur les comptes de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Président du Comité des commissaires aux comptes,
(Signé) J. E. ESCALLON O.

Monsieur le Président de l'Assemblée
générale des Nations Unies
New York

I. RAPPORT FINANCIER POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1972

1. Le Directeur général a l'honneur de présenter ci-après le rapport financier de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972, ainsi que les comptes vérifiés de l'exercice terminé le 31 décembre 1972, qui comprennent trois états et trois tableaux. Le rapport est présenté conformément à l'article IV, alinéa 3 i), du statut de l'Institut promulgué en novembre 1965 et modifié en mars 1967.
2. Il ressort de l'état I que l'actif au titre du Fonds général et du Compte "Dons à des fins spéciales" atteignait au 31 décembre 1972 un montant total de 2 673 800 dollars, dont 570 319 dollars représentaient des contributions à recevoir de gouvernements et 465 000 dollars des immobilisations provenant de dons. Ces dernières ont été financées à l'aide de dons reçus en 1964 aux fins exclusives de l'achat, par le Secrétaire général, du bâtiment occupé par l'Institut à New York, et du règlement du bail du terrain sur lequel ce bâtiment est construit (465 000 dollars). On peut constater qu'en ce qui concerne le Fonds général et le Compte "Dons à des fins spéciales", l'actif était supérieur au passif en fin d'exercice de 823 916 dollars et de 527 352 dollars, respectivement. Ces soldes inutilisés sont reportés sur l'exercice 1973; il n'est pas tenu compte dans ces montants de la part des contributions à recevoir qui concerne des exercices futurs (426 265 dollars), ni des immobilisations provenant des dons susmentionnés (465 000 dollars).
3. Le montant total des recettes dont le Fonds général a disposé en 1972 s'est élevé à 2 154 761 dollars, à savoir 837 995 dollars représentant le solde reporté de 1971 et 1 316 766 dollars représentant les recettes de 1972, dont le détail apparaît à l'état II. Comme il ressort de cet état et du tableau 2, les dépenses engagées en 1972 se sont élevées à 1 330 845 dollars, contre 1 267 878 dollars pour l'exercice précédent. On en trouvera ci-après une récapitulation, par principaux objets de dépense :

1972

1971

	Montant (Dollars)	Pourcentage	Montant (Dollars)	Pourcentage
Direction				
Conseil d'administration	18 968	1,4	24 172	2
Cabinet du Directeur général	148 462	11,2)	184 974	15
Administration	211 558	15,9)		
Office de Genève	81 282	6,1	67 197	5
Activités au titre du Programme	692 681	52,0	604 641	48
Etudes	448 558	33,7		
Activités opérationnelles	212 527	15,9		
Appui général aux projets	31 596	2,4		
Frais généraux				
Entretien et utilisation des locaux	128 995	9,7	106 795	8
Frais généraux divers	48 899	3,7	280 099	22
	1 330 845	100,0	1 267 878	100

4. En raison de la restructuration de l'Institut, il n'a pas été possible de présenter pour 1971 et 1972 des chiffres qui soient tout à fait comparables. Le montant de 211 558 dollars inscrit à la rubrique "Administration" pour 1972 couvre les dépenses des services du Directeur administratif, de la Section d'administration des finances et du personnel et des services communs (à l'exclusion de la bibliothèque). Le montant de 692 681 dollars qui apparaît à la rubrique "Activités au titre du programme" se décompose comme suit : 448 558 dollars au titre du Département des études et des dépenses relatives aux projets inscrites à d'autres articles; 212 527 dollars au titre de l'administration des projets, des publications et du personnel de la bibliothèque; 31 596 dollars au titre de l'achat de livres et des dépenses d'imprimerie et de reproduction, y compris une petite somme représentant des dépenses engagées pour de nouveaux projets. Les principales dépenses inscrites à la rubrique "Frais généraux divers" concernent les communications (23 614 dollars) et la vérification extérieure des comptes (10 200 dollars).

5. On trouvera au tableau 1 une ventilation des contributions annoncées et versées par les gouvernements. Il ressort de ce tableau qu'au cours de l'exercice 1972, 32 gouvernements ont versé au total 1 239 895 dollars sur les contributions qu'ils avaient annoncées pour 1972 et les exercices antérieurs, ce qui laisse un solde non acquitté de 144 054 dollars. Huit gouvernements ont annoncé des contributions de 426 265 dollars pour 1973 et pour les exercices ultérieurs, ce qui porte à 570 319 dollars le montant total des contributions annoncées à recevoir en fin d'exercice. La recommandation du Comité des commissaires aux comptes visant à ce que les comptes indiquent la mesure dans laquelle les contributions annoncées non acquittées à recevoir de certains gouvernements pour

des exercices antérieurs sont recouvrables a été étudiée, et j'ai l'intention d'exposer la question au Conseil d'administration, pour examen.

6. Comme il est indiqué au tableau 3, l'Institut a disposé en 1972 d'un montant de 795 193 dollars pour les programmes financés à l'aide de dons à des fins spéciales, montant sur lequel des engagements de 267 841 dollars ont été imputés, ce qui a laissé en fin d'exercice un solde inutilisé de 527 352 dollars.

Le montant de 527 352 dollars est le solde inutilisé des fonds affectés à des fins spéciales au 31 décembre 1972.

Le montant de 527 352 dollars est le solde inutilisé des fonds affectés à des fins spéciales au 31 décembre 1972.

Le montant de 527 352 dollars est le solde inutilisé des fonds affectés à des fins spéciales au 31 décembre 1972.

Le montant de 527 352 dollars est le solde inutilisé des fonds affectés à des fins spéciales au 31 décembre 1972.

II. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons examiné l'état des fonds ci-après, dûment identifié, ainsi que les tableaux y relatifs de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972. Nous avons, notamment, effectué un examen général des procédures comptables et procédé aux vérifications par sondage des écritures comptables et autres pièces justificatives que nous avons jugées nécessaires en l'occurrence. A la suite de cet examen, notre opinion est que les états financiers rendent bien compte des opérations financières comptabilisées pour l'exercice, lesquelles opérations étaient conformes au règlement financier et aux autorisations des organes délibérants, et qu'ils représentent bien la situation financière au 31 décembre 1972.

Le Contrôleur général des comptes de Colombie,
(Signé) J. E. ESCALLON O.

Le Vérificateur général des comptes du Pakistan,
(Signé) A. I. OSMANY

L'Auditeur général par intérim des comptes du Canada,
(Signé) G. R. LONG

Le 22 juin 1973

III. COMPTES DE L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1972

Etat récapitulatif de l'actif, du passif et du solde des fonds au 31 décembre 1972
(En dollars des Etats-Unis)

Actif		Passif et solde des fonds	
I. Fonds général		Fonds général	
Disponibilités à court terme :		Exigibilités à court terme :	
Disponible en banque et encaisse	50	Sommes à payer	63 742
Compte bancaire porteur d'intérêt	918 997	Sommes dues au Compte "Dons à des fins spéciales"	205 199
Compte spécial de dépôt -- compte d'épargne	8 615	Réserve pour engagements non réglés	
Total	927 662	Pour 1971	1 712
		Pour 1972	102 754
Contributions annoncées à recevoir des gouvernements (voir tableau 1)	570 319	Total	104 466
Sommes diverses à recevoir	4 932	Total des exigibilités à court terme	373 407
Intérêts échus à recevoir	8 382	Contributions et recettes comptabilisées d'avance (voir tableau 1)	426 265
Sommes à recevoir du Fonds général de l'ONU	56 663	Immobilisations financées au moyen de dons	465 000
Total	640 296		
Total des disponibilités à court terme	1 567 958	Solde du Fonds :	
		Solde au 1er janvier 1972	837 995
Immobilisations :		A déduire : Excédent des dépenses par rapport aux recettes (voir Etat II)	14 079
Bail et bâtiment	465 000	Solde au 31 décembre 1972	823 916
Disponibilités diverses :		Total du passif et solde du Fonds	2 088 588
Garantie sur bail	55 630		
Total de l'actif	2 088 588		
		Compte "Dons à des fins spéciales"	
II. Compte "Dons à des fins spéciales"		Exigibilités à court terme :	
Disponibilités à court terme :		Réserve pour engagements non réglés	
Disponible en banque et encaisse	359 618	Pour 1971	3 900
Sommes à recevoir du Fonds général de l'UNITAR	205 199	Pour 1972	53 960
Sommes à recevoir	20 395	Total des exigibilités à court terme	57 860
Total des disponibilités à court terme	585 212	Solde du Compte :	
		Solde au 1er janvier 1972	471 409
		Excédent des recettes par rapport aux dépenses	55 943
		Balance au 31 décembre 1972	527 352
		Total du passif et solde du Compte	585 212
III. Total général de tous les fonds	2 673 800	Total général de tous les fonds	2 673 800

CERTIFIE EXACT

Le Chef par intérim du Bureau
des services financiers

(Signé) W. H. ZIEHL

Fonds général - Etat des recettes et des dépenses
pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972
 (En dollars des Etats-Unis)

Recettes

Contributions reçues des gouvernements pendant l'exercice	1 169 235
Revenu des placements	47 713
Loyer	32 476
Ventes de publications	6 028
Remboursement de dépenses d'exercices antérieurs	33 914
Economies réalisées lors du règlement d'engagements d'exercices antérieurs	26 124
Recettes accessoires	1 276
Recettes totales	1 316 766

A déduire : Dépenses a/

Traitements et salaires	732 558
Indemnités accessoires	174 429
Indemnité pour frais d'études	8 907
Remboursements d'impôts sur le revenu	61 601
Frais de voyage à l'occasion du congé dans les foyers, de la nomination et du rapatriement	72 066
Frais de voyage divers	51 695
Communications	27 488
Locaux	128 995
Vérification extérieure des comptes	10 200
Dépenses d'imprimerie et dépenses connexes	33 662
Divers	29 244
Dépenses totales	1 330 845

Excédent des dépenses par rapport aux recettes	14 079
--	--------

a/ Pour le détail des dépenses, voir tableau 2.

CERTIFIE EXACT

Le Chef par intérim du Bureau
des services financiers,

(Signé) W. H. ZIEHL

Compte "Dons à des fins spéciales" - Etat des recettes et des dépenses
pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972

Recettes

Dons	317 566
Recettes diverses et ajustements	<u>6 218</u>
Recettes totales	323 784

A déduire : Dépenses

Traitements et salaires	154 918
Indemnités accessoires	9 652
Frais de voyage	84 874
Dépenses d'imprimerie et dépenses connexes	9 663
Divers	<u>8 734</u>
Dépenses totales	<u>267 841</u>

Excédent des recettes par rapport aux dépenses	<u><u>55 943</u></u>
--	----------------------

CERTIFIE EXACT

Le Chef par intérim du Bureau
des services financiers,

(Signé) W. H. ZIEHL

TABLEAU 1

Etat des contributions annoncées au 31 décembre 1972
(En dollars des Etats-Unis)

Pays	Contributions annoncées pour 1972 et des exercices antérieurs					Contributions annoncées pour des exercices ultérieurs				
	Solde non acquitté au 1er janvier 1972	Contributions annoncées		Solde non acquitté au 31 décembre 1972	Contributions en 1972	Solde non acquitté au 1er janvier 1972	Contributions en 1972 et ajustement du change au 31 décembre 1972	Versements		Total
		En 1972	Au cours d'exercices antérieurs					En 1973	Après prévus	
Algérie	10 000	-	5 000	15 000	15 000	5 000	-	5 000	-	5 000
Allemagne, République fédérale d'	-	124 808	-	124 808	124 808	-	-	-	-	-
Argentine	-	15 000	-	15 000	15 000	-	-	-	-	-
Autriche	-	3 171	-	3 171	3 171	-	-	-	-	-
Barbade	250	-	250	500	500	-	-	-	-	-
Belgique	-	56 510	-	56 510	56 510	-	-	-	-	-
Brésil	20 000	-	-	20 000	20 000	-	-	-	-	20 000
Canada	-	60 660	-	60 660	60 660	-	-	-	-	-
Côte d'Ivoire	-	19 841	-	19 841	19 841	-	-	-	-	-
Danemark	-	-	25 000	25 000	25 000	50 000	-	50 000	25 000	50 000
Egypte	10 800	-	-	10 800	6 899	-	3 901	-	-	3 901
Equateur	20 202	-	-	20 202	298	-	19 904	-	-	19 904
Etats-Unis d'Amérique	-	400 000	-	400 000	400 000	-	-	-	-	-
Finlande	-	20 000	-	20 000	20 000	-	-	-	-	-
France	-	23 925	-	23 925	23 925	-	-	-	-	-
Grèce	-	7 500	-	7 500	7 500	-	-	-	-	-
Guinée	15 000	-	-	15 000	-	-	15 000	-	-	15 000
Guyane	-	500	-	500	500	-	-	-	-	-
Haute-Volta	12 000	-	-	12 000	-	-	12 000	-	-	12 000
Inde	-	10 304	-	10 304	10 304	-	-	-	-	-
Indonésie	1 000	-	500	1 500	-	1 000	1 500	1 000	500	2 500
Irak	-	10 000	-	10 000	10 000	-	-	-	-	-
Iran	-	10 000	-	10 000	10 000	-	-	-	-	-
Japon	-	40 000	-	40 000	40 000	-	-	-	-	-
Jordanie	2 000	-	-	2 000	-	-	2 000	-	-	2 000
Libéria	-	3 000	-	3 000	3 000	-	-	-	-	-
Mali	8 000	-	-	8 000	-	-	8 000	-	-	8 000
Malte	600	-	600	1 200	-	1 200	1 200	1 200	600	2 400
Maurice	-	-	187	187	-	-	187	-	-	187
Mauritanie	5 000	-	-	5 000	-	-	5 000	-	-	5 000
Népal	1 000	-	-	1 000	-	-	1 000	-	-	1 000
Niger	-	7 194	-	7 194	7 194	-	-	-	-	-
Nigéria	-	2 800	-	2 800	2 800	-	-	-	-	-
Norvège	-	30 303	-	30 303	30 303	-	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	-	-	-	-	-	-	-	29 776	5 955	23 821
										29 776

TABLEAU 1 (suite)

Pays	Contributions annoncées pour 1972 et des exercices antérieurs				Contributions annoncées pour des exercices ultérieurs				
	Solde non acquitté au 1er janvier 1972	Contributions annoncées		Solde non acquitté au 31 décembre 1972	Solde non acquitté au 1er janvier 1972	Contributions annoncées en 1972 et ajustement dû au change	Solde non acquitté au 31 décembre 1972	Versements	
		En 1972	Au cours des exercices antérieurs					En 1973	Après 1973
Ouganda	20 000	-	20 000	-	-	-	-	-	20 000
République Dominicaine	2 000	-	2 000	-	-	-	-	-	2 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	11 862	5 700	103 960	109 660	207 921	(10 738)	197 183	98 591	197 183
Sénégal	15 000	-	-	-	-	-	-	-	11 862
Soudan	-	-	-	-	-	-	-	-	15 000
Sri Lanka	-	999	-	999	-	-	-	-	-
Suède	-	2 860	60 000	62 860	60 000	3 158	63 158	63 158	63 158
Suisse	-	1 088	37 975	39 063	75 949	2 999	78 948	39 474	78 948
Thaïlande	-	4 100	-	4 100	-	-	-	-	-
Union des Républiques socialistes soviétiques	40 000	40 000	-	80 000	-	-	-	-	-
Uruguay	-	-	500	500	-	-	-	-	-
Venezuela	20 000	-	-	20 000	-	-	-	-	-
Yougoslavie	-	5 000	-	5 000	-	-	-	-	5 000
Zaire (ex-République du Congo)	-	30 000	-	30 000	-	-	-	-	-
Total	214 714	935 263	233 972	1 383 949	401 070	25 195	426 265	238 279	570 319
Données	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liban	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Malaisie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maroc	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Népal	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Niger	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nigeria	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pakistan	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paraguay	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pérou	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Roumanie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Royaume des Pays-Bas	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Singapour	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Soudan du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taiwan	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tanzanie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Togo	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tonkin	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tunisie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Union soviétique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Yémen	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Zambie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Zimbabwe	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Données

Grèce

Israël

Italie

Liban

Malaisie

Maroc

Népal

Niger

Nigeria

Pakistan

Paraguay

Pérou

Portugal

Roumanie

Royaume des Pays-Bas

Singapour

Soudan du Sud

Taiwan

Tanzanie

Togo

Tonkin

Tunisie

Turquie

Union soviétique

Yémen

Zambie

Zimbabwe

Données

Grèce

Israël

Italie

Liban

Malaisie

Maroc

Népal

Niger

Nigeria

Pakistan

Paraguay

Pérou

Portugal

Roumanie

Royaume des Pays-Bas

Singapour

Soudan du Sud

Taiwan

Tanzanie

Togo

Tonkin

Tunisie

Turquie

Union soviétique

Yémen

Zambie

Zimbabwe

(en millions de dollars-USA)

Les données sont provisoires et peuvent varier.

TABLEAU 2

Engagements de l'exercice terminé le 31 décembre 1972

(En dollars des Etats-Unis)

	Budget approuvé	Engagements		Total
		Décaissements	Engagements non réglés	
A. Direction				
Conseil d'administration	15 000	15 263	3 705	18 968
Cabinet du Directeur général	186 100	141 055	7 407	148 462
Total, Titre A	201 100	156 318	11 112	167 430
B. Activités au titre du programme				
Etudes	458 700	407 228	28 983	436 211
Ecole des cadres	-	122	-	122
Total, Titre B	458 700	407 350	28 983	436 333
C. Services communs				
Administration	463 000	391 688	32 398	424 086
D. Frais généraux				
Entretien, utilisation et amélioration des locaux	127 500	124 430	4 565	128 995
Mobilier, instal- lations et matériel	12 000	9 093	333	9 426
Communications	19 000	22 307	1 397	23 704
Fournitures diverses	6 000	4 362	387	4 749
Dépenses de représentation	3 000	1 568	-	1 568
Collecte de fonds	1 500	-	-	-
Bibliothèque	3 000	2 195	129	2 324
Frais de publication et de distribution	40 000	19 323	15 931	35 254
Vérification extérieure des comptes	10 200	5 051	5 149	10 200
Imprévus et nouveaux projets	5 000	3 294	2 200	5 494
Total, Titre D	227 200	191 623	30 091	221 714
E. Office de Genève	99 500	81 112	170	81 282
Total général, Titres A à E	1 449 500	1 228 091	102 754	1 330 845

TABLEAU 3

Compte "Dons à des fins spéciales"

Etat au 31 décembre 1972

(En dollars des Etats-Unis)

	Total des fonds disponibles				Engagements			Solde inutilisé au 31 décembre 1972
	Solde inutilisé au 31 décembre 1971	Dons reçus en 1972	Autres recettes et ajustements	Total des fonds disponibles pour 1972	Dépenses	Engagements non réglés	Total des dépenses	
Fondation Volkswagen - Don pour la recherche	32 186	48 049	-	80 235	34 159	4 360	38 519	41 716
Institute for International Order - Week-ends de l'UNITAR	2 445	-	-	2 445	1 578	822	2 400	45
Beulah Edge and Rowntree Trust - Recherche pour le règlement pacifique	64 58	6 995	1 000	70 953	40 388	300	40 688	30 265
Fondation Ford - Plans pour la recherche future	6 728	-	1 060	7 788	6 680	-	6 680	1 108
France - Projet sur l'exode des compétences	281	-	-	281	-	-	-	281
Don du Fund for Peace - Règlement pacifique	2 944	-	-	2 944	-	-	-	2 944
Argentine - Aspects financiers et juridiques des voies d'eau internationales	10 205	-	1 000	11 205	1 760	-	1 760	9 445
URSS - Fonds pour la formation et la recherche	200 247	141 045	1 870	343 162	1 716	823	2 539	340 623
Don Kettering - Projet pour la jeunesse mondiale	186	-	700	886	-	-	-	886
Hongrie - Fonds pour la formation et la recherche	3 283	7 520	-	10 803	1 125	3 000	4 125	6 678
Suède - Projet relatif à l'Ecole des cadres	20 000	-	-	20 000	13 747	2 286	16 033	3 967
Suède - Séminaires régionaux sur la formation en matière d'achats	109 819	97 500	588	207 907	103 956	37 702	141 658	66 249
Allemagne, République fédérale d' - Divers	20 127	-	-	20 127	-	-	-	20 127
Fiat - Commission de l'avenir	-	10 000	-	10 000	2 315	4 667	6 982	3 018
Don israélien - Services divers	-	1 457	-	1 457	1 457	-	1 457	-
Association des Etats-Unis d'Amérique pour les Nations Unies - Commission de l'avenir	-	5 000	-	5 000	5 000	-	5 000	-
	<u>471 409</u>	<u>317 566</u>	<u>6 218</u>	<u>795 193</u>	<u>213 881</u>	<u>53 960</u>	<u>267 841</u>	<u>527 352</u>

IV. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

1. Le Comité des commissaires aux comptes, créé par la résolution 74 (I) de l'Assemblée générale, est tenu, en vertu du paragraphe 6 de l'article VII du statut de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (A/6875 et Corr.1, annexe III), de vérifier les comptes de l'Institut, conformément à l'article XII du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et à l'annexe audit règlement.

2. Le Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche a soumis au Comité des commissaires aux comptes, pour vérification et certification, l'état des fonds et les tableaux correspondants pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972 (voir chap. III ci-dessus).

Etendue de la vérification

3. Les attributions du Comité des commissaires aux comptes sont régies par les principes énoncés dans l'annexe au règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, mentionnée à l'article XII, dont le paragraphe 1 se lit comme suit :

"1. Le Comité des commissaires aux comptes vérifie conjointement et séparément les comptes de l'Organisation des Nations Unies, y compris tous les fonds d'affectation spéciale et comptes spéciaux, comme il le juge nécessaire pour s'assurer :

a) Que les états financiers sont conformes aux livres et écritures de l'Organisation;

b) Que les opérations financières dont les états rendent compte ont été conformes aux règles et règlements, aux dispositions budgétaires et aux autres directives applicables;

c) Que les valeurs et le numéraire déposés en banque ou en caisse ont été soit vérifiés grâce à des certificats directement reçus des dépositaires de l'Organisation, soit effectivement comptés;

d) Que les contrôles intérieurs, y compris la vérification intérieure des comptes, sont adéquats eu égard à la mesure dans laquelle on s'y fie;

e) Que tous les éléments de l'actif et du passif ainsi que tous les excédents et déficits ont été comptabilisés selon des procédures qu'il juge satisfaisantes."

4. En outre, le Comité des commissaires aux comptes a aussi la faculté de formuler les observations qu'il peut juger nécessaires sur l'efficacité des procédures financières, sur le système comptable, sur les contrôles financiers intérieurs et, en général, sur l'administration et la gestion de l'Organisation.

5. La vérification des comptes et états financiers a comporté un examen des procédures comptables et des systèmes de contrôle intérieur, ainsi que des vérifications par sondage des transactions et de l'exactitude des écritures comptables et autres pièces justificatives, dans la mesure jugée nécessaire en l'occurrence.

Observations des commissaires aux comptes

Retard dans la présentation des comptes annuels de 1972

6. Aux termes de l'article 11.4 du règlement financier,

"Le Secrétaire général soumet les comptes annuels au Comité des commissaires aux comptes au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice".

Les comptes annuels certifiés de l'Institut pour l'exercice 1972 n'ont été soumis au Comité des commissaires aux comptes que le 11 mai 1973.

7. En raison de la soumission tardive des comptes, les fonctionnaires chargés de la vérification extérieure des comptes se heurtent à de grandes difficultés et sont soumis à des pressions lorsqu'ils examinent les comptes et établissent le rapport de vérification définitif. Il est recommandé qu'à l'avenir le délai fixé dans le règlement financier pour la présentation des comptes annuels soit strictement respecté.

Dépenses pour les activités fonctionnelles

8. Dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale sur les comptes de l'Institut pour l'exercice 1971 ^{1/}, le Comité des commissaires aux comptes avait constaté au paragraphe 9 que si les dépenses relatives aux activités des programmes, lesquelles sont liées aux fonctions mêmes de l'Institut, avaient diminué depuis 1969, il y avait par contre une augmentation correspondante des dépenses d'administration et des frais généraux. Le Comité avait exprimé l'espoir que les mesures prises par la Direction de l'Institut permettraient de renverser la tendance des dernières années à cet égard.

9. Le Comité a noté toutefois que les dépenses relatives aux activités des programmes avaient diminué, passant de 56,5 p. 100 en 1971 à 52 p. 100 en 1972.

10. Il convient de souligner à nouveau la nécessité de réaliser des économies sur les dépenses d'administration afin que les ressources dont dispose l'Institut puissent être consacrées dans toute la mesure du possible à la réalisation de ses objectifs primordiaux, à savoir la formation et la recherche.

Impôts fonciers frappant l'immeuble de l'Institut

11. Le 27 octobre 1964, l'ONU a acheté au nom de l'Institut l'immeuble situé au 801 United Nations Plaza. Le terrain sur lequel cet immeuble est bâti a été pris à bail, le bail est renouvelable pour des périodes de 21 ans jusqu'au 31 juillet 2035. L'ONU a une option d'achat sous forme de droit de préemption si le propriétaire du terrain décide de vendre. L'une des conditions du contrat d'achat était que le rez-de-chaussée de l'immeuble, qui était alors occupé par le vendeur, lui serait

^{1/} Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 7D (A/8707/Add.4), chap. II.

sous-loué, avec la possibilité de mettre fin à la location avec préavis d'un an. L'ONU devait également reprendre à son compte le bail concédé à une cafétéria, qui venait à expiration le 31 mars 1972 sans droit de renouvellement.

12. Les locataires ont libéré l'immeuble le 31 décembre 1972, mais le bail de la cafétéria a été prolongé d'une année à deux reprises et doit venir à expiration le 31 mars 1974.

13. Aux termes de la section 416 de la loi de l'Etat de New York sur l'impôt foncier, les biens immobiliers appartenant à l'Organisation des Nations Unies sont exonérés d'impôts, redevances spéciales ad valorem et taxes spéciales s'ils sont employés exclusivement aux fins de l'Organisation. En mai 1966, le Secrétaire général a prié le représentant permanent des Etats-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies de faire usage de ses bons offices en vue d'obtenir une exemption fiscale pour quatre cinquièmes au moins de l'immeuble qui étaient utilisés exclusivement par l'Institut.

14. La Commission de la Ville de New York auprès de l'Organisation des Nations Unies a examiné cette demande et a répondu que, malheureusement, aux termes des dispositions réglementaires en vigueur, l'ONU ne pouvait pas bénéficier d'une exemption dans ce cas. La Commission a toutefois déclaré qu'à son avis "une exemption fiscale devrait être accordée à l'Organisation des Nations Unies pour ces locaux; à cette fin, la Commission était en train d'élaborer une mesure législative destinée à remédier à cette situation en vue d'en saisir le corps législatif de l'Etat". La Commission se proposait d'agir "en vue d'obtenir l'adoption de cette loi et d'y inclure une disposition lui conférant un effet rétroactif pour permettre à l'ONU de recouvrer les impôts actuellement exigibles". La Commission a indiqué que, pour que l'ONU puisse demander le recouvrement des sommes versées antérieurement au cas où la loi envisagée serait adoptée avec effet rétroactif, il faudrait demander un "numéro de réclamation" et acquitter les impôts sous réserve de contestation.

15. En conséquence, l'Institut a acquitté les impôts (qui s'élevaient alors à 21 903,65 dollars par an) d'octobre 1966 à avril 1967, sous réserve de contestation. En avril 1967, la Commission de la Ville de New York a informé le Secrétaire général qu'"elle n'était pas parvenue à obtenir un appui suffisant pour faire adopter cette loi à la dernière session du corps législatif".

16. La question n'a plus fait l'objet de discussions avec la Commission de la Ville de New York et, depuis le mois d'octobre 1967, l'Institut continue à acquitter les impôts en question, sans contestation.

17. Le Comité présente les observations suivantes :

a) Il aurait fallu donner résolument suite à la question de l'exonération fiscale pour l'immeuble de l'Institut, compte tenu en particulier du fait que la Commission avait reconnu en principe la nécessité de cette exonération. Il y aurait lieu d'ajouter que des exemptions sont autorisées dans des conditions analogues en vertu de la loi de l'Etat de New York sur les contributions foncières lorsqu'il s'agit d'établissements charitables ou éducatifs ou de locaux occupés par le Gouvernement des Etats-Unis ou des gouvernements étrangers.

b) Il aurait été avisé de prendre des dispositions pour que le bail de la cafétéria prenne fin au moment où l'autre locataire a libéré les locaux. Le Conseiller juridique, dans sa lettre du 27 août 1971, adressée au Sous-Secrétaire général aux services généraux, avait observé que les efforts visant à obtenir l'exemption fiscale seraient favorisés par l'absence de locataire commercial dans l'immeuble, car cela signifierait que l'immeuble tout entier faisait partie du Siège et était utilisé exclusivement par l'Organisation des Nations Unies.

c) En tout état de cause, il aurait fallu continuer à acquitter les impôts fonciers sous réserve de contestation, afin que lorsqu'une décision favorable ou une nouvelle loi permettra à l'ONU de bénéficier d'une exemption fiscale, l'Organisation puisse demander le remboursement des sommes déjà versées.

18. Le Service juridique a répondu que :

a) La Commission de la Ville de New York n'a pas de compétence juridique, et en l'absence d'une décision expresse autorisant une exonération fiscale, l'Organisation des Nations Unies est légalement tenue d'acquitter des impôts aux termes de l'acte de vente. Le Service continuerait toutefois à suivre l'affaire afin de déterminer quelles nouvelles démarches il convenait d'entreprendre auprès des autorités compétentes;

b) S'il avait été mis fin au bail de la cafétéria, l'Institut aurait perdu 12 000 dollars, qui lui étaient versés au titre du loyer, sans aucune assurance que les impôts fonciers seraient réduits ou supprimés à la suite de cette mesure;

c) Même si une loi permettant une exonération fiscale était adoptée, il est pour le moins douteux que cette loi ait un effet rétroactif.

19. Le Comité espère que les efforts redoublés du Service juridique, de l'Institut et du Bureau des services généraux porteront leurs fruits, et il recommande qu'en attendant, les impôts continuent d'être acquittés sous réserve de contestation.

Recours aux services de consultants

20. Le caractère des activités de formation et de recherche confiées à l'Institut l'oblige à avoir souvent recours aux services d'experts et de consultants. Un certain nombre de contrats de louage de services ont été contrôlés afin de vérifier s'ils étaient conformes à l'Instruction No 4/63 concernant le personnel, qui énonce les conditions régissant l'emploi de ces contrats.

21. On trouvera dans les paragraphes ci-après des observations formulées par le Comité des commissaires aux comptes sur certains aspects de quelques-uns de ces contrats.

22. A propos de la notice personnelle envoyée par un professeur invité, plusieurs personnes chargées à l'Institut de l'évaluation initiale des candidats ont exprimé de sérieux doutes quant à l'aptitude de l'intéressé et à sa compétence en matière de formation et de recherche. Il a été dit que le candidat ne répondait pas aux conditions requises pour occuper un poste à l'Institut, à plus forte raison

un poste important. Néanmoins, le Directeur général a décidé d'engager cette personne en décembre 1971 en qualité de consultant à court terme afin d'élaborer un manuel intitulé "Some New Techniques of Training for UNITAR", à la préparation duquel elle avait déjà commencé à travailler. L'intéressé devait recevoir comme honoraires une somme globale de 5 000 dollars.

23. Le manuel a été présenté le 4 janvier 1972, accompagné d'une note de frais s'élevant à 770,96 dollars, plus 500 dollars pour d'autres débours. Cependant, le personnel de l'Institut a jugé que le manuel n'avait aucune valeur pratique et n'a pas recommandé sa publication. Après avoir recueilli des avis indépendants, qui allaient dans le sens de cette appréciation, l'Institut a finalement informé le consultant que le manuel ne revêtait pas une grande utilité. Après de longues protestations de la part du consultant, celui-ci a reçu 2 000 dollars pour son travail, plus 700 dollars à titre gracieux pour couvrir ses frais.

24. Il ressort des faits susmentionnés qu'une somme de 2 700 dollars a été dépensée en pure perte parce que le consultant a été engagé malgré les doutes formulés quant à son aptitude au moment de l'appréciation initiale de ses capacités.

25. Dans un autre cas, on a continué à avoir recours aux services d'un consultant du 15 novembre 1966 au 31 décembre 1969, soit pendant plus de trois ans, période durant laquelle il a été rémunéré au taux de 95 dollars par jour lorsqu'il était effectivement employé. Durant cette période, ses honoraires se sont élevés au total à 33 903 dollars. Au moment du contrat initial, le Service du personnel avait fait observer que les services du consultant étaient de caractère général et ne répondaient pas aux conditions énoncées au paragraphe 4 de l'Instruction No 4/63 concernant le personnel. Il ressort des procès-verbaux du Service du personnel que les renseignements demandés par téléphone à la Direction de l'Institut n'avaient pas permis de savoir quelle tâche précise avait été confiée au consultant. Il avait même été dit que le consultant se contentait de donner des conseils à titre officieux et d'assister à des réunions.

26. En réponse à une observation, l'Institut a indiqué que le consultant avait été chargé, durant les premières années d'existence de l'Institut, de la formulation et de l'élaboration des programmes de formation diplomatique. Il avait également donné des conseils sur d'autres questions concernant la politique appliquée en matière de formation, il avait établi un certain nombre de projet d'études à l'intention de réunions de groupes d'experts, assisté à des réunions consacrées à la recherche et participé à l'organisation d'un séminaire par an environ.

27. La Direction de l'Institut est mieux à même que quiconque de juger de la nécessité et de l'utilité de services de consultants. Maintenant que l'Institut a surmonté les difficultés initiales, le Comité espère qu'il fera appel à des experts pour des tâches précises, conformément à la politique générale énoncée dans l'Instruction susmentionnée concernant le personnel.

28. L'Institut a fait appel à un autre consultant du 11 au 22 juillet 1966 et du 15 Novembre 1966 au 31 décembre 1967; l'intéressé a perçu 75 dollars par jour lorsqu'il était effectivement employé. Là encore, le Service du personnel a

approuvé le contrat de louage de services, mais il a fait observer que les services en cause étaient de nature si générale qu'à l'avenir les accords de ce type ne seraient pas autorisés.

29. Le Comité estime que, bien qu'il ait relevé que les contrats n'étaient pas conformés à l'Instruction No 4/63 concernant le personnel, le Service du personnel les a approuvés simplement parce qu'il a été mis en présence d'un fait accompli, comme l'a fait observer l'un des membres de ce service dans une communication adressée à l'Institut.

30. Le Comité fait les recommandations suivantes :

a) Il convient d'examiner très minutieusement si les aptitudes des consultants correspondent aux tâches spécifiques que l'on envisage de leur confier;

b) Lorsqu'il passe avec un consultant un contrat de louage de services, l'Institut devrait pendre en considération la nécessité de s'assurer que les avantages qu'il retirera des services en question sont proportionnés aux dépenses correspondantes, et les contrats devraient être conformes aux dispositions de l'Instruction No 4/63 concernant le personnel, compte tenu des exigences particulières de l'Institut et de sa situation statutaire.

31. Le Comité note avec satisfaction que la Direction de l'Institut a convenu de soumettre à un examen plus minutieux tant l'engagement de consultants que les conditions auxquelles ils sont engagés. Le Directeur général accorde une certaine attention à cette question depuis qu'il assume son poste.

Vente de publications

32. Jusqu'ici, l'Institut a publié, outre des documents d'information, 40 livres et mémoires qu'il a commencé à mettre en vente à compter du 20 avril 1971. Avec la poursuite des activités de recherche, il est probable que la vente des publications augmentera. Il a été constaté toutefois que les contrôles intérieurs concernant les opérations de vente n'étaient pas satisfaisants en ce qui concerne les points suivants :

a) L'Institut n'a pas tenu de livre de caisse adéquat pour comptabiliser les transactions quotidiennes, bien que les récépissés de caisse soient désormais remis chaque jour au caissier de l'Organisation des Nations Unies. On se souviendra qu'une recommandation avait été faite à cet effet aux paragraphes 123 à 125 du rapport détaillé de vérification des comptes pour l'exercice terminé le 31 décembre 1971;

b) Les récépissés ont été délivrés sous forme de fiches et non de bordereaux mécanographiques numérotés;

c) Aucun rappel n'a été envoyé aux personnes qui n'avaient pas réglé leurs factures. Au 31 mars 1973, le montant des factures non réglées s'élevait à 334,25 dollars pour 1971 et à 2 414,72 dollars pour 1972;

d) L'Institut n'a pas dressé un inventaire approprié des publications destinées à la vente. Lorsque le Comité des commissaires aux comptes a signalé ce fait au cours de la vérification, on a procédé à l'inventaire des stocks de deux publications qui a révélé que 411 exemplaires, dont le prix avait été fixé à 2,50 dollars l'un, n'étaient pas comptabilisés; 436 exemplaires avaient été distribués gratuitement, et l'Office de Genève en avait reçu 620 exemplaires, sur lesquels on ne disposait d'aucun autre détail. La Direction estimait que le grand nombre d'exemplaires non comptabilisés pouvait provenir du fait que le nombre d'exemplaires gratuits avait été sous-estimé auparavant. On ignore toujours la situation en ce qui concerne d'autres publications destinées à la vente. Dans ces conditions, il n'a pas été possible d'établir si toutes les ventes avaient été comptabilisées, si la distribution gratuite avait été effectuée avec les autorisations nécessaires et si les chiffres concernant les stocks existants étaient exacts.

33. La Direction de l'Institut a convenu avec le Comité que la situation n'était pas satisfaisante et elle a entrepris une étude détaillée pour améliorer les dispositions existantes.

34. Le Comité fait les suggestions suivantes :

a) La réorganisation envisagée devrait être effectuée le plus tôt possible;

b) Il conviendrait d'établir des directives de politique générale pour la distribution gratuite des publications;

c) On devrait obtenir de l'Office des Nations Unies à Genève les pièces comptables appropriées;

d) On devrait établir un inventaire de toutes les publications destinées à la vente;

e) Il conviendrait de prendre les dispositions nécessaires pour retrouver ou passer par profits et pertes les exemplaires non comptabilisés.

35. La Direction a entrepris de prendre des mesures dans ce sens afin de remédier à la situation, et les résultats seront examinés lors de la vérification des comptes de l'Institut pour l'exercice 1973.

Application des recommandations antérieures

Dépôt de 25 000 dollars non crédité au compte de l'Institut par une banque

36. Le Comité avait recommandé, au paragraphe 8 de son rapport à l'Assemblée générale sur les comptes de l'exercice 1971 ^{2/}, de suivre de plus près en apurant les relevés de comptes bancaires, la question des sommes non créditées. Le Comité a constaté que les dépôts faisaient désormais l'objet d'un contrôle adéquat.

^{2/} Ibid.

Augmentations périodiques de traitements prématurées et insolites

37. Le Comité des commissaires aux comptes avait relevé que, contrairement aux dispositions pertinentes du règlement et à la pratique normale, à l'occasion de la prolongation d'un engagement, un fonctionnaire avait franchi des échelons supplémentaires aux fins de la fixation de son traitement. En conséquence, le Comité avait suggéré d'examiner l'opportunité d'apporter les modifications appropriées au Statut du personnel ou de prendre des mesures effectives pour que des réajustements de traitements de cette nature ne soient plus jamais opérés en aucun cas.

38. Le Directeur de la Division de l'administration du personnel a publié des instructions tendant à ce qu'un contrôle administratif plus strict soit exercé pour veiller à ce que des exceptions de cette nature ne soient plus autorisées à l'avenir. On veillera également à limiter exclusivement les réajustements de rémunérations à la correction de cas établis d'erreurs importantes et manifestes commises lors du recrutement.

Remerciements

39. Le Comité des commissaires aux comptes remercie le Directeur général et ses collaborateurs, ainsi que le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, du concours et de l'assistance qu'ils ont bien voulu lui prêter dans l'accomplissement de sa tâche.

Le Contrôleur général des comptes de Colombie,
(Signé) J. E. ESCALLON O.

Le Vérificateur général des comptes du Pakistan,
(Signé) A. I. OSMANY

L'Auditeur général par intérim des comptes du Canada,
(Signé) G. R. LONG

Le 22 juin 1973

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Приводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
